

YUKIO SATOH

Président de l'Institut japonais d'affaires internationales de Tokyo

Japon: quel pouvoir, quelles stratégies

1. Le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace vers l'Asie, mais les conditions de sécurité en Asie restent incertaines. Les affrontements militaires subsistent en deux points chauds de la guerre froide (la péninsule coréenne et le détroit de Taiwan), et les progrès des programmes de la Corée du Nord dans le domaine nucléaire et dans celui des missiles ont aggravé les problèmes de sécurité.
2. Les relations trilatérales États-Unis-Japon-Chine seront la clé de l'avenir de la région Asie-Pacifique, où le Traité de sécurité États-Unis-Japon continuera d'être essentiel pour la sécurité régionale. La présence des forces américaines, facilitée par ce Traité, est rassurante, alors que l'accroissement de la puissance militaire de la Chine (avec son manque de transparence) est un sujet de préoccupation croissante.
3. Le principal objectif stratégique du Japon est de créer une communauté d'interdépendance économique et de coopération en Asie de l'Est", impliquant également les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde.
4. Tokyo est prêt à devenir un acteur mondial, en jouant un rôle de premier plan pour faire face aux changements climatiques, à la pauvreté et à d'autres menaces concernant la sécurité humaine. Son assistance économique et technique s'exerce déjà en Afghanistan, en Iraq, au Moyen-Orient et en Afrique. Le Japon désire devenir membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies en vue de contribuer à la gouvernance politique du monde.
5. Changer l'interprétation de la constitution afin de permettre l'exercice du droit de défense «collective» est une question urgente à laquelle le Japon devra répondre au plus vite. Le faire est essentiel pour que le Japon exerce pleinement ses responsabilités dans les accords de Coopération pour la paix internationale et d'Alliance-coopération avec les États-Unis, tous deux ratifiés par l'ONU.
6. La politique du Japon est dans une phase de transition, marquant l'aboutissement d'une transformation presque révolutionnaire du pays, que les systèmes de gouvernance du pays ont opérée depuis les années 1990: en évoluant de systèmes post-seconde guerre mondiale à un système plus adaptable à la mondialisation et plus acceptable par la mentalité "postmoderne" de la population.